

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (après-midi) 13 septembre 2016

Direction de l'économie publique

**50 2016.RRGR.318 Motion 084-2016 Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, PS)
"More than Honey": lancement d'un projet pilote de préservation de la santé des abeilles
Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif**

N° de l'intervention:	084-2016
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.03.2016
Déposée par:	Gabi Schönenberger (Schwarzenbourg, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	22
N° d'ACE:	713/2016 du 15 juin 2016
Direction:	ECO
Classification:	Non classifiée

"More than Honey": lancement d'un projet pilote de préservation de la santé des abeilles

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures nécessaires au lancement d'un projet pilote de préservation de la santé des abeilles dans une zone du canton qui s'y prête.

Développement :

Les abeilles jouent un rôle crucial, comme en témoigne de manière éloquente le film au succès planétaire « More than Honey ». Pourquoi les abeilles sont-elles essentielles à notre survie ?

Les abeilles sont indispensables à la pollinisation des cultures suisses et à la préservation de la biodiversité alpine, d'où leur importance tant pour la chaîne alimentaire humaine que pour la protection de la nature. Sans compter que les abeilles à miel fournissent de précieux produits appréciés des consommateurs et consommatrices (essentiellement le miel mais aussi le pollen, la cire et la propolis).

Depuis de nombreuses années, les apiculteurs et apicultrices suisses subissent des pertes trop élevées parmi les colonies d'abeilles. Le principal responsable est sans conteste un acarien parasite importé d'Asie, le *varroa destructor*, qui transmet d'innombrables virus aux abeilles à miel. Toutes les colonies d'abeilles de Suisse sont infestées par ce parasite et la grande majorité serait décimée en l'espace de deux à trois ans si les apiculteurs ne traitaient pas les ruches. Ces traitements sont complexes, perdent rapidement leur efficacité en raison de la capacité de résistance du parasite et conduisent à des impuretés dans les produits issus des abeilles. Un autre phénomène à l'origine des problèmes rencontrés par les abeilles à miel sont les interactions négatives avec d'autres facteurs qui mettent en péril la santé des abeilles (p. ex. l'usage de pesticides). Il importerait de limiter ces interactions négatives.

Il est urgent d'agir, a fortiori en Suisse, en développant de nouvelles approches contre l'hécatombe des abeilles.

La seule solution durable serait une abeille à miel résistante à ce parasite. Or diverses initiatives d'élevage sélectif réalisées ces vingt dernières années se sont soldées par un échec.

En Suède, en France et en Norvège, il existe toutefois de petites populations d'abeilles à miel qui survivent depuis plus de dix ans sans traitement antiparasitaire. Sachant que les facteurs environnementaux sont aussi déterminants pour leur santé, les abeilles à miel indigènes bien adaptées aux conditions alpines et subalpines devraient impérativement être conservées. L'importation, de Scandinavie et du sud de la France, d'abeilles à miel résistantes aux parasites n'est donc clairement pas une solution envisageable.

Il faudrait plutôt soumettre les abeilles suisses à la sélection naturelle pour renforcer les défenses naturelles des colonies indigènes contre le *varroa* et d'autres maladies. Le projet pilote de préservation de la santé des abeilles devrait exposer au moins 200 colonies d'abeilles suisses à la sélection naturelle sur une période de plus de cinq ans dans une vallée protégée du canton. Les expériences recueillies en Suède et en France montrent qu'il faut compter plusieurs années pour que les populations d'abeilles apprennent à survivre malgré la présence du parasite. Les colonies d'abeilles qui survivraient seraient alors élevées pour une utilisation au plan national. Renforcer les défenses naturelles des abeilles contre les maladies en élevant des reines suisses résistantes et bien adaptées aux conditions locales apparaît comme la seule solution à même de préserver la santé des abeilles à miel et, partant, de l'apiculture.

Ce projet pilote pourrait être réalisé ou suivi en étroite collaboration avec l'Institut pour la santé des abeilles de l'Université de Berne, à Liebefeld BE, sous la conduite du professeur Peter Neumann.

La mesure réclamée dans la motion permettrait d'améliorer sensiblement la santé des abeilles et d'assurer qu'elles s'accommodent mieux du *varroa* – impossible à éradiquer –, des virus ainsi que d'autres maladies et problèmes.

Réponse du Conseil-exécutif

La motionnaire l'affirme à juste titre, le *varroa* constitue aujourd'hui une menace pour la population des abeilles mellifères. Néanmoins, les apiculteurs et apicultrices peuvent limiter la propagation de ces acariens grâce à des mesures adaptées et contenir ainsi la perte des colonies. Leurs efforts en la matière sont soutenus par le Service sanitaire apicole national. De plus, le Service vétérinaire cantonal vérifie l'efficacité des mesures lors de contrôles. Le canton de Berne verse une contribution annuelle d'environ 65 000 francs au Service sanitaire apicole.

Actuellement, des recherches sont menées dans le monde entier afin de déterminer la raison de la mortalité des abeilles et de trouver des moyens de lutte efficaces contre les maladies apicoles. En Suisse, le Centre de recherches apicoles de l'Agroscope Berne-Liebefeld et l'Institut pour la santé des abeilles, affilié à la faculté Vetsuisse de l'Université de Berne, s'emploient à établir les bases scientifiques en vue de promouvoir la santé des abeilles. Le Conseil fédéral a fait élaborer un plan de mesures pour améliorer la santé des abeilles et les organisations susmentionnées se penchent sur cette problématique (cf. rapport du Conseil fédéral du 21 mai 2014 : [Plan national de mesures pour la santé des abeilles](#)).

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est d'avis que le lancement d'un projet de recherche par le canton de Berne ne serait pas judicieux. Si nécessaire, les institutions chargées de l'élaboration du plan de mesures national pourront déposer en empruntant les voies usuelles une demande de subventionnement pour le projet de recherche réclamé par la motionnaire.

Par ailleurs, il n'y a pas en Suisse, en particulier dans le canton de Berne, un environnement adapté au projet de recherche demandé dans la motion. Compte tenu de la forte densité d'apiculteurs, d'apicultrices et d'abeilles dans toutes les régions du canton de Berne (le canton compte environ 3570 apiculteurs et apicultrices enregistrés pour 5200 ruchers), il n'est guère réaliste d'imaginer pouvoir isoler une vallée entière à des fins de recherche. Pour mener ce projet à bien, il faudrait trouver une région en Suisse ou à l'étranger disposant de moins d'abeilles, d'apiculteurs et d'apicultrices.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir kommen zur Motion von Frau Grossrätin Gabi Schönenberger, SP. Deren Titel lautet auf Deutsch «Mehr als Honig – Pilotprojekt zur Stärkung der Bienengesundheit». Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Deshalb führen wir eine freie Debatte.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). (*Le président agite sa cloche.*) Weshalb haben wir diesen Vorstoss überhaupt eingereicht? Die Ausgangslage ist, dass die Schweizer Imkerinnen und Imker nach wie vor viel zu hohe Verluste an Bienenvölkern haben. Der Hauptgrund besteht in erster Linie in der aus Asien eingeschleppten Varroamilbe, welche zahlreiche Viren auf die Bienen überträgt. Alle Honigbienenvölker der Schweiz sind mit dieser Milbe infiziert. Die grosse Mehrheit würde innerhalb von zwei bis drei Jahren sterben, würden die Imker die Völker nicht effektiv behandeln. Diese Behandlungen sind komplex, vor allem aber verlieren sie schnell ihre Wirksamkeit, weil die Milbe resistent wird. Sie führen auch zu Verunreinigungen der Bienenprodukte. Leider gibt es noch keine schonende, natürliche Methode zur Bekämpfung des Varroabefalls. Natürliche Behandlungen schädigen die Bienen ebenfalls und wirken einfach noch zu wenig zuverlässig. Die Pestizidanwendungen stellen ein weiteres Problem für unsere Bienen dar und die negativen Auswirkungen auf die Bienen sind nicht zu unterschätzen. Hier ist beispielsweise der folgenschwere Vorfall in Zäziwil nicht zu vergessen, wo aufgrund von Pestiziden mehrere Bienenvölker verendeten. Die Schwächung, die Schädigung oder die vollumfängliche Vernichtung von Bienen und Bienenvölkern haben schwerwiegende Auswirkungen und Konsequenzen. Dies, weil die Honigbiene Bestäuberin von 80 Prozent unserer Nutz- und Wildpflanzen ist. – Es ist sehr laut hier im Saal!

Le président. Ich bitte um Ruhe!

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Das lässt mich persönlich nicht einfach kalt, selbst wenn ich selber keine Imkerin bin. Es muss etwas geschehen; proaktiv. Einfach abzuwarten und aufzuschieben ist keine wirklich gute Option. Im Sinne der Sache und einer lösungsorientierten Haltung bin ich gerne kompromissbereit, indem ich den Vorstoss in ein Postulat umwandle. Eine weiterhin starke Beeinträchtigung unserer Bienen würde zu Verschiebungen im ökologischen Gleichgewicht führen und hätte nicht nur eine Verarmung der Fauna, sondern auch der Flora zur Folge. Letztlich wäre unsere Umwelt dadurch starken Veränderungen unterworfen. Gesucht sind Lösungsansätze! Wir benötigen eine Honigbiene, welche dieser Milbe gegenüber tolerant ist. Darin bestünde die einzig nachhaltige Lösung. Mit unseren einheimischen, gut an unsere alpinen und subalpinen Bedingungen angepassten Schweizer Bienen wäre das Pilotprojekt zur Stärkung der Bienengesundheit möglich und umsetzbar. Sie würden dann der natürlichen Selektion unterworfen, um dadurch bei unseren einheimischen Populationen die natürliche Widerstandsfähigkeit gegen die Varroamilbe und andere Krankheiten markant zu erhöhen.

Noch ein Wort zur Antwort des Regierungsrats: Gerne möchte ich hier noch richtigstellen, dass die Äusserung nicht richtig ist, wonach in der Schweiz und speziell im Kanton Bern, wie mit meinem Vorstoss gefordert, kaum das Umfeld für ein Forschungsprojekt vorhanden sei. Denn im Berner Oberland existiert ein Tal, welches konkret infrage kommt und das für ein entsprechendes Forschungsprojekt geeignet wäre. Dieses Tal heisst Ueschinental und liegt in der Nähe von Kandersteg. Ich habe hier zwei Bilder davon. (*L'oratrice montre deux photos à l'assemblée.*) Das Pilotprojekt könnte dort in grösstmöglicher Isolation durchgeführt werden, in enger Absprache mit den dort lebenden drei Imkern. Auch die Kosten wären überschaubar. Weshalb sollte man diesen Pilot unbedingt im Kanton durchführen und nicht einfach auf Schweizer Lösungen warten oder darauf, dass ein anderer Kanton die Initiative ergreift? Diese Frage beantworte ich Ihnen gerne: Dieser Pilot wäre wirklich sinnvoll, hilfreich und umsetzbar, erst recht unter dem Gesichtspunkt, dass alle beteiligten Bieneninstitute in unserm Kanton liegen. Wenn wir auf den Bund warten, ist die Gefahr gross, dass entweder gar nichts geschieht oder aber in völlig anderer oder weniger geeigneten Form.

Diesen Pilot als Forschungsprojekt beispielsweise beim Schweizerischen Nationalfonds (SNF) oder der Akademie der Wissenschaften Schweiz einzureichen, ist leider auch keine Ausweichmöglichkeit. Das habe ich bereits abklären lassen. Im Weiteren ist der Kanton Bern nach dem Graubünden flächenmässig und nach Zürich bevölkerungsmässig der zweitgrösste Kanton der Schweiz. Er darf zwischendurch ohne weiteres ein Vorbild und innovativ sein. Wollen wir und insbesondere die Imkerinnen und Imker sowie Landwirtinnen und Landwirte nicht alle gerne Bienen haben, welche genügend widerstandsfähig sind gegenüber der Varroamilbe? Wir profitieren alle davon. Ja, zugegeben, es braucht vielleicht ein wenig Mut, um diesen Pilot in Angriff zu nehmen. Aber haben wir doch eher langsameren Berner doch einmal den nötigen Mumm, um neue, innovative Wege zu beschreiten und nachhaltige Lösungen zu finden, anstatt reine Symptombekämpfung zu betreiben! Seien wir ganz nach dem Motto unseres Grossratspräsidenten

für einmal schneller, als man denkt – natürlich ohne dabei das Denken zu vergessen! Denn der Pilot ist gut durchdacht, verschiedene Player sind bereits ins Boot geholt, sodass er relativ rasch in Angriff genommen werden könnte. (*Le président demande à l'oratrice de conclure.*) Der beste Zeitpunkt kommt nicht irgendwann zufällig. Manchmal müssen wir die Sache selber in die Hand nehmen, statt abzuwarten. Der Kanton Bern zeigte sich damit sozusagen als Pionier. Falls der Pilot erfolgreich ist, würde dies weit über den Kanton hinaus für ein positives Echo sorgen. Dessen bin ich mir ziemlich sicher. Darin könnte auch eine grosse Chance für unseren Kanton liegen. (*Le président demande une nouvelle fois à l'oratrice de conclure.*) Vielen Dank für Ihre Unterstützung, hier und heute im Namen der Bienen, welche ich natürlich nicht alle habe mitschleppen können! (*Hilarité*)

Le président. Wegen des Unterbruchs von vorhin habe ich Ihnen etwas mehr, beziehungsweise einiges mehr an Redezeit gewährt.

Werte Damen und Herren, ich war vorhin etwas abgelenkt, weil eine Beobachtung gemacht worden ist. Die Unterlagen des Begnadigungsgesuchs sollten nicht öffentlich liegen gelassen werden. Ich bitte Sie, diese Unterlagen vorne abzugeben oder sie wenigstens gründlich zu zerreißen, sodass Namen und Inhalte nicht gelesen werden können, Danke. Nun kommen wir zu den Fraktionen.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich äussere mich kurz als Bienenspezialist meiner Fraktion, wobei ich nicht weiss, wie ich dazu geworden bin. Sofern Frau Gabi Schönenberger die Motion tatsächlich umgewandelt hat, hat sie natürlich nicht Unrecht. Wir können gut mit einem Postulat leben. Als Privatier bin ich ein Honigliebhaber. Es ist schön, um 10.00 Uhr einen Schwarztee mit Honig zu trinken. Ich bin auch ein alter «Buddenbrooks»-Fan. Diesen Roman von Thomas Mann kennt vielleicht niemand mehr. In diesem wird etwa zehnmal gesagt «Honig ist das reine Naturprodukt!». Thomas Mann würde diesem Vorstoss zustimmen und ich bin geistig, wenn auch nicht sprachlich, mit ihm verwandt, wobei ich dies immer wieder versuche. Deshalb können wir diesem Vorstoss, wohl verstanden als Postulat, zustimmen. Die Motion würden wir ablehnen.

Le président. Ich habe nachgefragt: Inzwischen handelt es sich um ein Postulat, für den Fall, dass Sie vorhin nicht ganz aufgepasst haben.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Die Bienen spielen tatsächlich eine ausserordentlich wichtige Rolle für unsere Natur und insbesondere für unsere Landwirtschaft. Aus diesem Grund hatte ich vor drei Jahrzehnten selber begonnen, Bienen zu halten und zu züchten. Dies ist das schönste Hobby, das es gibt! Leider sind mittlerweile alle meine Bienenvölker gestorben. Damals, als ich mit «Beiele» angefangen hatte, machte sich die Varroamilbe bei uns breit. Sie hinterliess jämmerliche Schäden. Die Situation war relativ brutal und klar. Wer darauf verzichtete, seine Bienen gegen die Varroamilbe zu behandeln, verlor seine Bienen unweigerlich nach ein bis zwei Jahren. Zwar wurden schon damals in unserem Bienenverein Stimmen laut, die sagten, es wäre gescheiter, man bekämpfte die Varroamilbe mit der Zucht geeigneter Bienenvölker; mit Bienen, welche sich irgendwie gegen die Varroamilbe wehren könnten. Der Einsatz von chemischen oder auch biochemischen Mitteln gegen die Varroamilbe würde letztlich nur die Varroamilben stärken, indem man nur die schwächsten von ihnen tötet und die überlebenden gegen alle Mittel resistent sind. Dazu kam es dann tatsächlich: Die Varroamilbe wurde gegen die eingesetzten Mittel resistent, und man musste zunehmend brutal und härter vorgehen. Irgendwann machte ich dabei nicht mehr mit. Ich fand es unerhört, im Winter mit Oxalsäure, ein Mittel der Giftklasse 1, auf die Bienenvölker loszugehen, während einer Zeit, wo man sonst nichts mit ihnen macht, sondern sie schlafen lässt. Ich hörte auf damit, und die Folge davon war, dass alle meine Bienenvölker danach der Reihe nach starben. – Item. Die Zucht von Bienenvölkern, welche sich gegen die Varroamilbe wehren können, ist bisher gescheitert. Dennoch gibt es wohl keinen anderen Ausweg, als dies zu tun. Aus diesem Grund ist der Ansatz von Sarah Gabi Schönenberger richtig. Deshalb werden wir diesen Vorstoss als Postulat unterstützen.

Le président. Eine Zwischenfrage: Wird der Vorstoss in Form eines Postulats bestritten? – Es wird nur seitens des Regierungsrats bestritten. Wer wünscht noch das Wort, wenn das Postulat unbestritten ist? Oder wollen wir direkt Herrn Regierungsrat Ammann zuhören? – Das ist der Fall. Herr Regierungsrat, Sie haben das Wort.

Christoph Ammann, directeur de l'économie publique. Mein Vorgänger wurde mit zwei «Fangschuss»-Motionen verabschiedet. Wenn ich sehe, wie ich empfangen werde, sieht es so aus, als riskierte ich ein paar Bienenstiche! Die Regierung lehnt diesen Vorstoss nämlich auch in Form eines Postulats ab. Die Begründung konnten Sie der Antwort entnehmen. Es trifft nicht zu, dass wir das Problem unterschätzen. Es verhält sich tatsächlich so, wie von der Motionärin dargelegt und wie von den Wenigen, die sprechen durften, bestätigt worden ist. Die Varroamilbe ist ein Problem für den Bienenbestand. Dieses nehmen wir – auch auf Ebene des Kantons und ebenso in meiner Direktion mit dem Amt für Landwirtschaft und Natur (LANAT) – sehr ernst. Es bestehen Bekämpfungsmassnahmen gegen die Varroamilbe. Hier ist man dran. Zudem leistet der Kanton einen jährlichen Beitrag von 65 000 Franken an den Bienengesundheitsdienst (BGD). Überdies stehen wir in Kontakt mit den auf Bundesebene zuständigen Stellen. Sie haben in der Vorstossantwort lesen können, dass der Bundesrat einen Massnahmenplan zur Förderung der Bienengesundheit in Auftrag gegeben hat und nun auf Bundesebene ein nationaler Massnahmenplan ausgearbeitet wird. Die Regierung ist – im Unterschied zum Motto des Grossratspräsidenten – der Auffassung, dass nicht schnell vorwärts gemacht, sondern zugewartet werden sollte, um zu sehen, was auf Bundesebene geschieht.

Wird auf Bundesebene eine entsprechende Massnahme ins Auge gefasst oder allenfalls in die Wege geleitet, sollte abgeklärt werden, wo sich ein geeigneter Raum findet. Findet sich dieser wirklich im Kanton Bern? Im Zuge unserer Abklärungen suchten wir nach möglichen isolierten Räumen, gingen dabei allerdings nicht in die Tiefe. Wir stellten fest, dass sich auf den ersten Blick kein wirklich ideales Gebiet findet. In Bezug auf das von der Motionärin in die Diskussion gebrachte Ueschinental ergaben die in der kurzen Zeit getätigten Abklärungen, dass dieses Tal unter Umständen geeignet wäre. Wir konnten jedoch noch nicht mit den Imkern sprechen und noch nicht abklären, ob es – wie eben angetönt – auf nationaler Ebene etwas Idealeres gibt. Deshalb lehnt die Regierung diesen Vorstoss ab, nimmt das Anliegen aber so ernst, dass wir uns sicher den auf Bundesebene ins Auge gefassten Massnahmen anschliessen werden. Insofern kann ich – und dies ist meine persönliche, nicht mit der Gesamtregierung abgesprochene Haltung – gut mit einem Postulat leben, sollten Sie dieses überweisen. Ich werde so weiterfahren wie eben skizziert, das heisst ich warte den Massnahmenplan des Bundes ab, um danach abzuklären, wo allenfalls in der Schweiz ein Projekt ideal lanciert werden kann.

Le président. Besten Dank. Ist dieses Postulat nach wie vor unbestritten oder müssen wir auf die Rednerliste zurückkommen? – Das Postulat ist unbestritten. Wenn Sie einverstanden sind, kommen wir zur Abstimmung. – Das ist der Fall. Wer das Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 123

Non 10

Abstentions 5

Le président. Sie haben das Postulat angenommen. Werte Kolleginnen und Kollegen, zwischendurch massregle ich Sie wegen der Lautstärke, aber jetzt lobe ich Sie, vielen Dank!